

Crise climatique? Mais voyons!

René Levy¹

La sensibilisation du public aux effets destructifs de l'impact humain sur l'environnement augmente depuis plus d'un demi-siècle.

Ainsi, les *mobilisations politiques* sur des problèmes environnementaux se multiplient. Selon une large étude,² dans une première phase d'après-guerre (1945-1967), leur nombre s'accroît lentement. Elles portent sur des sujets très divers, peu reliées les uns aux autres, et demeurent le plus souvent locales. En 1968-1974, elles connaissent une augmentation explosive tout en maintenant leur proportion par rapport aux autres sujets. Ensuite leur fréquence et leur envergure se stabilisent à un niveau nettement plus élevé jusqu'aux années les plus récentes.

Quelques *moments de sensibilisation médiatique et politique* marquent la même montée en puissance de la thématique, tant au niveau national qu'international - ainsi que le peu d'effets pratiques qu'ils ont produits:

- **1972:** Dernière année où l'humanité dans son ensemble a consommé tout juste la totalité des ressources qu'il est possible de reproduire dans une année. Entretemps, en 2023 et toujours globalement, elle atteint cette limite le 2 août. Cette surconsommation est largement le fait des pays riches, dont la Suisse qui consomme actuellement quatre fois sa proportion durable des ressources de la terre.

- **1972:** Premier rapport Meadows au Club de Rome, il n'y a pas moins de 50 ans. Il a été beaucoup commenté - puis schoubladisé. Non sans laisser une ambivalence autour de l'étiquette "Club de Rome" due aux critiques formulées à son égard. Certaines de ces critiques étaient justifiées, p.ex. la non-considération de facteurs sociaux, y compris les inégalités Nord-Sud, d'autres plus questionnables comme l'absence de propositions pratiques. Par contre, l'utilisation de ces critiques pour décrédibiliser la rapport était abusive.

¹ Je remercie Claire-Lise Gilliéron, Véréna Keller et Felix Dalang de leurs précieuses remarques sur une version antérieure de ce texte.

² Kriesi et al., Politische Aktivierung in der Schweiz 1945-1978. Seismo 1981.

- **1983:** Fondation du parti des Verts au niveau national, augmentation lente, mais assez régulière de sa force électorale lors des élections au Conseil national: il passe de 0.1% en 1975 à (13.2% + 7.8% =) 21.0% en 2019 (selon les Statistiques électorales de l'OFS). Le parti s'est d'abord construit par plusieurs regroupements régionaux et politiquement divers, plus tard (2007) il s'est scindé en deux par le départ d'une aile plus bourgeoise (PVL). Il est toujours là et se renforce, en particulier si on additionne les désormais deux "branches".

- **1988:** Création du GIEC (Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat) par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Il publie depuis 1990 régulièrement ses rapports synthétiques sur l'état des connaissances scientifiques ainsi que des rapports d'approfondissement, à l'intention du public mondial général et plus particulièrement des gouvernements nationaux. Les media accueillent en général les rapports de fond avec l'attention qu'ils méritent. Les politiques, par contre, sont nombreux à sembler peu impressionnés par la nécessité d'agir sur les problèmes ainsi documentés, peu enclins qu'ils et elles sont à s'attaquer à des problèmes qui se déploient sur le long terme. Il y a toujours plus urgent, et la vie politique est rythmée par les échéances électorales...

- **2001:** "Coming out" écologique et large campagne d'information (film "An inconvenient truth") d'Al Gore, Vice-président des Etats-Unis sous Bill Clinton (1993-2001) et candidat malheureux à la présidence en 2000 contre Bush fils. Son action lui vaudra le prix Nobel de la paix en 2007 (ensemble avec le GIEC). Ses présentations à large audience n'empêchent pas qu'il disparaît vite du radar de l'opinion publique, ensemble avec son message.

- **2018:** Appels de Greta Thunberg au nom de la jeunesse mondiale, cristallisant le sentiment croissant d'urgence ressenti par les jeunes conscients du réchauffement climatique qui multiplie les manifestations, les grèves scolaires et d'autres actions. Elle devient leur symbole et est invitée à beaucoup d'événements internationaux, puis ...?

Tout cela se passe devant une toile de fond de *catastrophes environnementales*. Elles sont à leur tour en augmentation depuis des décennies et de moins en moins négligeables. Elles sont de toutes les sortes, en mer, sur terre, dans les airs, qu'elles soient lentes comme la disparition d'espèces, la pollution de l'eau jusqu'aux océans

ou la fonte des glaciers jusqu'à l'Arctique, ou rapides comme les feux de forêts spectaculaires, les accidents nucléaires ou les marées noires. Ce ne sont que des exemples, tout le monde peut allonger la liste...

Ces catastrophes, aussi diverses qu'elles soient, ont en commun leurs *effets destructeurs* et leur *origine*. Elles détériorent gravement la qualité de l'environnement qui fait vivre l'humanité, humanité dont elles tuent ou font souffrir et menacent une partie grandissante. Quant à l'origine, d'une manière ou d'une autre, elles découlent de la croissance économique à tout prix et de la course au profit sans limites. Ce deuxième fait est, encore à ce jour, largement tu, même tabouisé sur le plan politique, ne touche pas à ma croissance. Cet aveuglement est activement construit par des politiques de communication "agnostologiques",³ politiques menées notamment par des industries qui se sentent menacées par les changements fondamentaux qui s'imposent, p.ex. par les producteurs d'énergies fossiles ou de voitures.

Que faut-il, que peut-on *faire*? Le dernier rapport au Club de Rome, "Earth for All", fournit un excellent portefeuille d'orientations et de mesures politiques. Vu la complexité des conditions qui façonnent les crises actuelles, il insiste sur l'insuffisance des analyses isolées. Il s'agit de combattre ces "multicrises" en combinant plusieurs perspectives. Le minimum nécessaire consiste en cinq directions complémentaires, à réaliser en parallèle:

- Éradiquer la pauvreté: favoriser la croissance dans les pays pauvres, la freiner dans les pays riches, passer à l'économie circulaire. La pauvreté dans une population nationale ou celle de tout un pays face à d'autres ne laisse pas de recul pour la planification et conduit à des comportements nuisibles au climat.

- Réduire les inégalités: rétrécir l'écart entre les revenus, réduire la consommation de luxe. Les inégalités sabotent la cohésion sociale, poussent à l'individualisme et démotivent des comportements et des décisions dans l'intérêt collectif, y compris envers la crise climatique - que la consommation de luxe renforce particulièrement.

³ Agnotologie: élaboration et diffusion de représentations visant à rendre invisibles ou invraisemblables certaines explications de phénomènes problématiques, en l'occurrence la nature anthropogène du réchauffement climatique, en maintenant ou en créant l'ignorance sur ce point.

- Éliminer la discrimination de genre et d'autres formes de discrimination: développer le potentiel de toute la population. Une société sans discrimination est plus résiliente et plus apte à affronter les problèmes de survie que posent la crise climatique et ses effets néfastes.
- Réorienter les systèmes d'alimentation: passer à l'agriculture régénérative, développer la biodiversité, combattre le gaspillage. La production industrielle d'aliments, notamment de viande, est particulièrement destructrice de l'environnement (consommation massive d'eau, d'engrais, de pesticides, réduction de la biodiversité, subjugation des agriculteurs indépendants) et crée des problèmes de santé à large échelle. Elle affaiblit ainsi la résilience des populations face à la crise climatique et face aux autres crises qui l'accompagnent.
- Transformer le système énergétique: abandonner rapidement les énergies fossiles, produire de l'énergie durable pour tout le monde, réduire la consommation énergétique. C'est l'aspect donc la nécessité du point de vue climatique est la plus évidente. Il est à tort souvent le seul à être considéré alors que les quatre autres ont la même importance puisque les cinq forment un système cohérent.

Les actions les plus diverses qui s'insèrent dans ces directions sont déjà mises en oeuvre. Elles restent cependant locales et doivent maintenant être portées aux niveaux national et international, avant tout par les instances politiques. Des intentions ont été formulées, des engagements pris, il s'agit enfin de passer aux actes.

Summa summarum: Les *scientifiques* ont fait leur travail en déposant sur la table politique tout ce qu'on peut savoir ainsi que les conclusions à en tirer. Le temps des *politiques* est venu, depuis passablement de temps déjà. Continuer d'attendre ne fait qu'empirer les crises multiples qui se cumulent et s'abattent sur des parties croissantes du monde. Arrêtons de fermer les yeux devant cet urgence!

René Levy est membre du Groupe romand du Denknetz.